



Groupe thématique « sécurité » : lettre d'information n°3, juin 2020.

ACTUALITÉ « TERRITORIALE »

Police municipale

Décryptage : loi Engagement et Proximité. Ce qui change pour la police municipale

Si le renforcement des pouvoirs de police était réclamé par les élus, il était également question d'une meilleure information et coordination des services dans le domaine de la sécurité. La loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique contient plusieurs dispositions relatives à la sécurité parmi lesquelles un renforcement de l'information des élus en matière de sécurité, de l'information du maire par le Parquet sur les suites judiciaires données à certaines affaires, une consolidation du régime des conventions de coordination ou encore le renforcement de la logique de mutualisation des moyens de police municipale au sein de l'EPCI...

<https://www.lagazettedescommunes.com/680637/loi-engagement-et-proximite-ce-qui-change-pour-la-police-municipale/>

Recrutements : les policiers municipaux, des agents très courtisés

Alors que le nombre de postes de policiers municipaux ouverts ne cesse d'augmenter, le nombre de candidats au concours de gardien-brigadier ne cesse de chuter (1200 nouveaux agents pour 4000 à 5000 postes vacants chaque année). Face à ce phénomène qui provoque des tensions sur les recrutements, la concurrence territoriale est rude et les communes n'ont d'autres choix que de maximiser l'attractivité des postes. Cette concurrence se traduit alors par l'augmentation des primes et indemnités, l'optimisation des conditions matérielles de travail et la possibilité d'effectuer des heures supplémentaires.

<https://www.lagazettedescommunes.com/684078/les-policiers-municipaux-des-agents-tres-courtises/>

Sécurité routière : l'accès aux fichiers, un atout pour la police municipale

Longtemps réclamé par les communes, l'accès direct des policiers municipaux aux fichiers d'immatriculation des véhicules (SIV) et aux fichiers des permis de conduire (SNPC) est une réalité depuis un an pour les communes qui l'expérimentaient. Véritable avancée pour la sécurité routière, cette généralisation permet désormais aux polices municipales de ne plus passer par l'intermédiaire de la police nationale lorsqu'il s'agit d'envoyer des véhicules à la fourrière ou de contrôler un conducteur. Source de gain de temps et d'efficacité, cette réforme est pleinement en phase avec le souhait d'établir un véritable continuum de sécurité national.

<https://www.lagazettedescommunes.com/632401/police-municipale-laces-aux-fichiers-de-police-generalise-a-toutes-les-communes/>



Ville intelligente/ville sûre

La crise sanitaire : nouveau laboratoire de la *safe city*

Avec la crise sanitaire que traverse la France depuis plus de deux mois, la « *safe city* », déclinaison sécuritaire de la smart city, prend un nouveau visage : des entreprises privées assurent que certaines de leurs technologies peuvent être mises au service de la sécurité sanitaire : logiciels couplés aux caméras de vidéosurveillance pour détecter ou non le port du masque, caméras thermiques pour prises de température. Ces dispositifs soulèvent de nombreux enjeux pour leurs utilisateurs : efficacité, coût, respect du cadre juridique, respect de la vie privée, etc.

<https://www.lagazettedescommunes.com/680089/la-crise-sanitaire-nouveau-laboratoire-de-la-safe-city/>

Coup d'arrêt à l'utilisation de caméras de surveillance pour détecter les masques à la station de Châtelet-Les-Halles et sur la commune de Cannes

Les caméras de détection du port du masque installées à la station Châtelet-Les-Halles (RATP) et dans trois marchés cannois (Ville de Cannes) sont mises sur pause. Cet arrêt brutal est la conséquence d'une mise en garde faite par la CNIL notamment sur l'absence de droit d'opposition des passants. Pour rappel, cette expérimentation avait une finalité de sensibilisation et ne contribuait aucunement à verbaliser les usagers.

<https://www.usine-digitale.fr/article/coup-d-arret-a-l-utilisation-de-cameras-de-surveillance-pour-detecter-les-masques-a-chatelet-et-cannes.N978201>

Cybersécurité

La cybersécurité passe par la formation de tous les agents

La cybersécurité n'est pas simplement une question de moyens mais aussi de *culture* et de sensibilisation des agents aux enjeux qui y sont relatifs. « *A la suite d'une attaque informatique, la ville de Vannes, dans le Morbihan, a débloqué 30 000 euros pour apprendre les bons réflexes de sécurité à ses agents.* » Selon le responsable de la sécurité du système informatique de la ville de Vannes, 80% du risque numérique est lié à des facteurs humains : sa collectivité réalise de nombreuses communications internes en la matière et la DSI consacre 5% de son budget à la formation des 1 200 agents de la collectivité aux enjeux et réflexes à avoir en matière de cybersécurité.

<https://www.lagazettedescommunes.com/678510/la-cybersecurite-passe-par-la-formation-de-tous-les-agents/>



Sécurité civile

Covid-19 : les pompiers déplorent les lourdeurs de la gestion de crise

Quinze jours après le début du déconfinement, le temps est venu de dresser les premiers bilans. Pour les sapeurs-pompiers, il est plutôt amer. La crise a mis en exergue les dysfonctionnements du système et l'urgence de le réformer. Entretien avec Patrick Hertgen, vice-président de la fédération nationale des sapeurs-pompiers (FNSPF).

<https://www.lagazettedescommunes.com/680686/covid-19-les-pompiers-deplorent-les-lourdeurs-de-la-gestion-de-crise/>

Prime de feu : la question du financement toujours en suspens

Le décret portant la revalorisation de la prime de feu des sapeurs-pompiers était examiné mercredi 24 juin par la Conférence nationale des services d'incendie et de secours. Si un avis favorable a été rendu, la question du financement reste en suspens. Le décret sera de nouveau étudié mercredi 1er juillet, cette fois par le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale avant une parution prévue fin juillet.

« Si les élus n'ont jamais contesté la légitimité de cette demande, ils estiment que la note est beaucoup trop salée, rappelant régulièrement que cette revalorisation représente pour eux une charge supplémentaire de 80 millions d'euros. »

<https://www.lagazettedescommunes.com/685556/prime-de-feu-la-question-du-financement-toujours-en-suspens/>

SÉCURITÉ INTÉRIEURE : CÔTÉ ÉTAT

Sécurité et droit

Le Conseil constitutionnel supprime le délit de « *recel d'apologie du terrorisme* »

Le Conseil constitutionnel a supprimé ce vendredi 19 juin 2020 le délit de « *recel d'apologie du terrorisme* », qui sanctionnait le seul fait de télécharger et de détenir des vidéos de propagande islamiste, estimant qu'il était contraire à la Constitution. Ce délit avait été créé par une décision de la Cour de cassation, rendue en janvier. Pour ses détracteurs, il permettait de contourner l'anticonstitutionnalité de l'infraction de consultation « *habituelle* » de sites terroristes, censurée à deux reprises en 2017 par les Sages.

« 26. Il résulte de tout ce qui précède que le délit de recel d'apologie d'actes de terrorisme porte à la liberté d'expression et de communication une atteinte qui n'est pas nécessaire, adaptée et proportionnée. Les mots « ou de faire publiquement l'apologie de ces actes » figurant au premier alinéa de l'article 421-2-5 du code pénal ne sauraient donc, sans méconnaître cette liberté, être interprétés comme réprimant un tel délit. » (Décision n° 2020-845 QPC du 19 juin 2020)

<https://www.conseil-constitutionnel.fr/decision/2020/2020845QPC.htm>



Police et gendarmerie

La police et l'armée demeurent parmi les institutions en lesquelles les Français ont le plus confiance en 2020

Alors que l'actualité met actuellement en lumière les forces de l'ordre, en France comme à l'étranger, et pose la question de la confiance qu'ont les citoyens dans des institutions telles que la police ou l'armée, il convient de rappeler que celles-ci jouissent d'une relative confiance de la part des Français, comme en témoigne chaque année le *Baromètre de la confiance politique* réalisé par le CEVIPOF et OpinionWay (ci-dessous la vague 11 de l'étude, réalisée en 2020). Ainsi, entre 2015 et 2020, le niveau de confiance des Français dans la police varie entre 66% et 80% tandis que, pour l'armée, celui-ci varie entre 76 et 81%. A comparer avec les 27% et 28% de confiance dont étaient crédités médias et syndicats en 2020...

<http://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/le-barometre-de-la-confiance-politique>

Les Français ont majoritairement confiance dans les forces de l'ordre selon un sondage Elabe d'avril 2019

Ce sondage Elabe, réalisé pour BFM TV, montre que les Français font confiance, dans une grande majorité, à leurs forces de l'ordre. Une proportion qui monte à 69 % pour la police, mais présente une baisse de 7 points depuis une précédente étude datant d'avril 2019. Dans le même temps, 81 % des personnes interrogées déclarent faire confiance à la gendarmerie, et 85 % font confiance à l'armée. En revanche, seuls 51 % des sondés déclarent avoir confiance en la justice.

www.lepoint.fr/societe/sondage-les-francais-ont-majoritairement-confiance-en-leurs-forces-de-l-ordre-11-06-2020-2379426_23.php

Renseignement

Entretien exclusif de Bernard Emié, directeur de la DGSE, pour le Figaro

« Alors que la France commémore les 80 ans de l'appel du 18 juin, Bernard Emié, à la tête de la Direction générale de la sécurité extérieure, explique comment les espions puisent leurs valeurs dans celles des héros de la France libre. »

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/le-patron-de-la-dgse-au-figaro-notre-adn-reste-l-action-secrete-et-la-lutte-clandestine-20200616>

Reportage de France 3 sur la Direction générale de la sécurité extérieure

« Aussi fiers que discrets ». France 3 est allé à la rencontre de Benjamin, Alexandre et Marie, membres des services de renseignement français et qui oeuvrent au quotidien à la défense de l'intérêt général et de la France.

https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/metiers/armee-et-securite/les-soldats-de-lombre-reportage-sur-les-agents-secrets-francais_4013231.html



Terrorisme

Cartographie des attentats terroristes commis en France de décembre 2014 à avril 2020

Cette carte a été réalisée par le Centre de réflexion sur la sécurité intérieure (CRSI).

<https://www.crsi-paris.fr/wp-content/uploads/2020/06/carte-attentats-N°1-2020.pdf>

Cartographie des attentats terroristes commis à Paris et en petite couronne de décembre 2014 à avril 2020

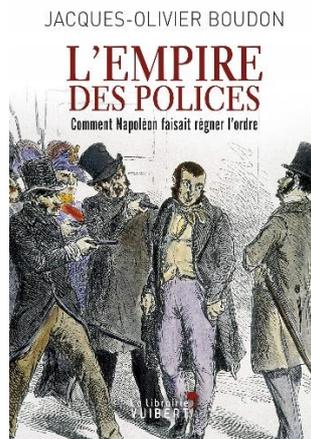
Cette carte a été réalisée par le Centre de réflexion sur la sécurité intérieure (CRSI).

<https://www.crsi-paris.fr/wp-content/uploads/2020/06/Carte-attentats-N°2-.pdf>

INFORMATIONS DIVERSES

Lectures

***L'Empire des polices : Comment Napoléon faisait régner l'ordre*, de Jacques-Olivier BOUDON (2017)**



Si Napoléon conquiert le pouvoir grâce à la gloire de son armée, il ne put le garder que par l'habileté de sa police.

Gendarmerie, préfecture de police de Paris, garde impériale, police... l'empereur est le centre de ces services. C'est vers lui que convergent tous les renseignements. Il connaît, grâce aux divers rapports qu'il reçoit, le moindre crime commis dans l'Empire et n'hésite pas à manipuler les uns pour mieux contrôler les autres au point de déclencher une véritable guerre des polices.

Jacques-Olivier Boudon dévoile les arcanes secrets de ce monde interlope où l'on croise aussi bien Fouché et Vidocq que le duc d'Enghien ou le général Malet. Entre répression du brigandage, chasse aux comploteurs, lutte contre la désertion et surveillance de l'opinion publique pour mieux la façonner, c'est une nouvelle histoire du Premier Empire, explorée par sa face la plus sombre, qui nous est donnée à lire ici.